

Bulletin d'histoire politique

La Jeanne d'Arc des Îles

Pierre Louis Lapointe



Volume 23, numéro 3, printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030764ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030764ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lapointe, P. L. (2015). La Jeanne d'Arc des Îles. *Bulletin d'histoire politique*, 23(3), 198–215. <https://doi.org/10.7202/1030764ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La Jeanne d'Arc des Îles

PIERRE LOUIS LAPOINTE
Archiviste et historien

La situation difficile vécue actuellement par le Parti québécois ramène au premier plan les déboires passés de cette formation politique. La trajectoire suivie par ce parti de 1982 à 1985 et en particulier l'épisode de 18 mois qui sépare la clôture du 9^e Congrès du parti (10 juin 1984) de la défaite de ce dernier aux élections du 2 décembre 1985, rappelle à bien des égards l'instabilité de cette mouvance politique durant le court règne de Pauline Marois (4 septembre 2012 - 7 avril 2014). Les lendemains de cette cinglante défaite ramènent à la surface la véritable raison d'être de cette formation politique, la question de l'indépendance.

La crise politique qui ébranle le parti en 1984 et 1985 a pour nom « Le détournement ». René Lévesque y réussit un virage à 180 degrés : ce mordu du poker¹ mise tout sur le « beau risque » de Brian Mulroney, ce rêve qui va sombrer sur les écueils du lendemain de l'entente du lac Meech. Les débats d'idées et les luttes d'influence qui déchirent alors le parti vont finir par jouer un rôle important dans la résurrection de l'option souverainiste et dans le retour au pouvoir du parti sous l'égide de Jacques Parizeau. Ces « chicanes », que l'on se plaît trop souvent à souligner et à condamner, sont inséparables de la démocratie ! Du choc des idées naissent les étincelles qui embrasent un peuple et une société : il faut donc apprendre à chasser la gêne, l'embarras et l'excès de timidité qui nous étreignent lorsque la discussion s'enflamme un tant soit peu !

Il nous est apparu important d'effectuer un retour sur l'épisode du « détournement » de 1984 et 1985 afin d'exorciser les peurs ataviques vécues par les Québécois lorsque des débats musclés éclatent au sein de nos formations politiques. Nous faisons revivre cette période méconnue de notre histoire politique par le biais d'une biographie alimentée de manus-

crits inédits, celle de Denise Leblanc-Bantey, l'une des personnalités les plus marquantes de cette crise, une femme de droiture, de cœur et de parole, victime comme bien d'autres de ceux qui se servent alors du parti comme d'un tremplin pour la prise du pouvoir.

Notre traitement de cet épisode marquant de l'histoire du Parti québécois s'accroche aux documents d'archives et fait revivre, par le biais des écrits de Denise Leblanc-Bantey, son vécu politique. Cette approche tranche avec la démarche d'un Pierre Godin, telle qu'on la retrouve dans sa biographie romancée de René Lévesque²; ce qu'il nous livre est un récit tissé de sympathie, voire de complicité à l'endroit du grand personnage. L'auteur intériorise les propos glanés dans des entrevues de style journalistique et collationne, semble-t-il, des faits puisés dans de nombreux fonds d'archives, dont celui de René Lévesque. Cette façon de faire, malheureusement, manque de transparence et n'a rien à voir avec l'approche du biographe-historien, pour lequel il importe par-dessus tout d'indiquer sans ambiguïté la provenance exacte des faits et des opinions qu'il livre au lecteur. Les renvois de l'auteur ne nous permettent pas de remonter de manière précise aux documents qui soutiennent ses affirmations.

Le texte de Pierre Godin est hagiographique: il lui importe surtout de béatifier René Lévesque et de noircir sans nuances ceux qui osent tenir tête au grand homme, en particulier ces «orthodoxes» qui se mettent, ô surprise, «à cogiter³». Au congrès spécial du 19 janvier 1985 convoqué par René Lévesque, «les maquignons de l'orthodoxie ne feront pas la pluie et le beau temps⁴», soutient-il. Comme si tous ces orthodoxes véhiculaient les mêmes valeurs, étant tous en faveur d'une élection référendaire et s'opposant tous diamétralement à René Lévesque! Nous verrons, documents à l'appui, que Denise Leblanc-Bantey, entre autres, était contre l'élection référendaire et loyale à René Lévesque. Pierre Godin aime les raccourcis: il soutient que les «dissidents» fondent le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI) dans les minutes qui suivent la fin du congrès du 19 janvier 1985⁵, faisant abstraction du fait que le congrès de fondation du RDI se tient le 30 mars 1985 et que c'est Denise Leblanc-Bantey qui est élue à la présidence du mouvement.

Pierre Godin a le pardon facile pour son héros et se contente de relever, sans les juger, la valse-hésitation et les atermoiements de Pauline Marois⁶. Il n'en va pas de même pour Denise Leblanc-Bantey cependant: il épingle cette dernière comme étant «la délicate mais ô combien déterminée députée des Îles-de-la-Madeleine», légèrement «parano⁷», dont «la colère torrentielle» s'abat sur la pauvre Pauline Marois⁸. Pierre Godin se rit de la «lettre de démission empreinte d'émotion⁹» de Denise Leblanc-Bantey et ne fait aucun cas de la misogynie de René Lévesque à cette occasion.

La députée des Îles-de-la-Madeleine est l'archétype d'une élue qui se dévoue sans compter pour un idéal politique «national» dont elle se

révèle l'indéniable victime. Le drame personnel vécu par Denise Leblanc-Bantey, se cristallise dans un texte émouvant qui nous projette dès le départ au cœur du bouleversement qui l'habite en cette journée d'octobre 1985. C'est le point de départ d'un récit qui nous fait remonter aux origines de son mal de vivre et qui lève le voile sur la profondeur de son désarroi. C'est un rare cas documenté d'une personnalité broyée par la politique. Il servira peut-être à redorer l'image de ceux qui sacrifient une partie de leur vie à cet ogre qui, trop souvent, avale ceux qui s'y consacrent.

La grande déchirure

Nous sommes à la mi-octobre 1985... Elle roule sur l'autoroute 20 en direction de Montréal. Des images douloureuses et des paroles lourdes de sens se bousculent semble-t-il dans sa tête. Elle n'en peut plus. C'est ce qui l'amène probablement à s'arrêter pour coucher sur papier ces idées et ces souvenirs qui la hantent! Il faut qu'ils se taisent afin qu'elle refasse sa vie et retrouve un horizon de bonheur!

Une halte routière, toute banale, lui permet enfin de s'asseoir, à l'orée d'un boisé, à une des tables de pique-nique qui s'y trouvent. Elle tire de son porte-documents une liasse de feuilles quelconques et se met à griffonner au verso de celles-ci ses pensées les plus intimes, un cri du cœur empreint de désespoir. Il s'agit pour elle de se vider la tête et le cœur, pour passer à autre chose et refaire sa vie!

Couleurs d'automne qui réchauffent mon âme et me ramènent à la vie...

Premier automne que je vois courir depuis dix ans. Vieilles émotions qui ressurgissent et qui me changent du «Bunker» à l'atmosphère viciée et fétide. J'oublie même que je suis sur la route 20, que je hais. Salut Lise Payette. Je la déteste autant que toi!

Vieilles émotions d'enfance, d'adolescence et de collègue! C'est si beau le Québec! Comment se fait-il que je ne le voyais plus? Comment aurais-je bien pu te vendre, encarcanée dans les odeurs de la colline Parlementaire où j'avais oublié l'odeur d'un sous-bois d'automne? Comment ai-je pu me laisser déposséder à ce point de mon hypersensibilité aux paysages, nourrie aux horizons des Îles? Qui est cette madelinienne, québécoise, montréalaise que je suis devenue, réincarnée nulle part, aux émotions contrôlées?

Je suis partie à sa recherche!¹⁰

Ce court moment, précieux comme nul autre, au cours duquel on redécouvre l'importance des choses simples de la vie, est vraisemblablement lié au surmenage qui suit dans le sillage des dix ans de carrière politique qu'elle vit avec une rare intensité de 1976 à 1985. Ceux qui se consacrent corps et âme à un idéal de ce genre pendant de nombreuses années risquent d'y laisser leur santé et d'y sacrifier leur vie de famille. Denise Leblanc-Bantey est un bon exemple de ce genre d'altruisme poli-

tique. Son dévouement à la cause de l'indépendance du Québec et à l'émergence du Parti québécois tout comme son exigence de transparence et d'honnêteté dans le fonctionnement du parti en font, selon nous, un modèle pour tous ceux qui s'affairent actuellement sur le chantier de la « Renaissance » du Parti québécois.

Une carrière politique enlevante

Née le 15 décembre 1949 à L'Étang-du-Nord, aux Îles-de-la-Madeleine, elle poursuit ses études au collège de l'Assomption, au Cégep de la Gaspésie, à l'Université Laval et à l'Université de Montréal avant de revenir aux Îles pour enseigner au niveau secondaire, en 1972 et 1973¹¹. Passionnée d'action sociale et de vie culturelle, elle passe au journalisme, devenant directrice du journal *Le Radar*, l'hebdo des Îles, et directrice générale du *Festival de la Mer des Îles-de-la-Madeleine*. La notoriété qui s'attache à ces fonctions ainsi que le rôle actif qu'elle joue au sein du Parti québécois à titre de présidente de l'exécutif des Îles l'amène à se présenter comme candidate du parti aux élections générales du 15 novembre 1976. Éluë députée des Îles, elle occupe les fonctions d'adjointe parlementaire responsable des pêcheries auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce Rodrigue Tremblay de 1976 à 1979 et occupe les mêmes fonctions auprès du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Jean Garon de 1979 à 1981. Réélue pour un deuxième mandat en 1981, elle est ministre de la Fonction publique de 1981 à 1984 et ministre déléguée à la Condition féminine de 1983 à 1984. Elle démissionne du caucus du Parti québécois au même titre que six autres ministres dans le sillage de la crise que traverse le parti en novembre 1984, au lendemain de la victoire des conservateurs de Brian Mulroney au fédéral (4 septembre 1984) et de l'adoption de la politique du « beau risque » par René Lévesque le 19 novembre de la même année. Elle siège dorénavant comme indépendante à l'Assemblée nationale et le 30 mars 1985 elle est élue présidente du tout nouveau Rassemblement démocratique pour l'indépendance. Denise Leblanc-Bantey ne se représente pas aux élections du 2 décembre 1985; elle prend ses distances à l'endroit de la politique sans toutefois renoncer au rêve de l'indépendance du Québec. En 1992, elle contribue au collectif *René Lévesque. L'homme, la nation, la démocratie*, ouvrage dirigé par Yves Bélanger et Michel Lévesque¹² et en 1996, elle est nommée membre de la Régie du cinéma par Jacques Parizeau. Les lendemains de sa halte automnale amère sont faits de retrouvailles; elle se tourne vers sa famille et se replonge dans le journalisme, les communications et le domaine des arts. Elle prend la direction du magazine de mode et de beauté féminin *Allure* et se consacre à l'*Atelier d'artisanat du centre-ville de Montréal*, organisme qui s'est donné pour mission de favoriser, par l'apprentissage des métiers

d'art, l'insertion sociale de ceux qui ont un vécu psychiatrique ou qui souffrent de détresse psychologique. Denise Leblanc-Bantey meurt subitement le 8 février 1999, six mois à peine après son conjoint, Edward Bantey, journaliste, décédé le 18 juillet 1998. Ils se rejoignent dans la mort tout comme ils avaient partagé le «rêve du pays» et de l'indépendance nationale, à l'image des «horizons des Îles¹³»!

Une mutation politique pour les Îles

L'entrée de Denise Leblanc sur la scène politique des Îles-de-la-Madeleine signale l'arrivée d'un vent de fraîcheur qui chasse les odeurs de vieille politicaillerie qui régnaient sans conteste sur la politique des Îles depuis 1867. Tel un David qui affronte Goliath, elle renverse l'invincible «whip» du Parti libéral, Louis-Philippe Lacroix, qui avait obtenu 67% des suffrages aux élections de 1966, 57% à celles de 1970 et 61% à celles de 1973¹⁴. La majorité de Denise Leblanc, qui n'est que de soixante votes en 1976, se chiffre à 2427 en 1981, soit 64% des suffrages exprimés¹⁵. Tout un changement! Personne n'avait prévu ce renversement de situation. René Lévesque s'était d'ailleurs montré réticent à l'égard de sa candidature en 1976, la trouvant trop jeune et inexpérimentée pour affronter Louis-Philippe Lacroix. Denise Leblanc-Bantey lui rappelle la chose dans sa lettre du 28 août 1980: «Je me souviens», dit-elle, «d'autres personnes, avant les élections de 76, et durant la campagne même, qui disaient que c'était peine perdue aux Îles. Ce qui ne nous a pas empêchés de renverser une majorité de 1 800 en 1973 (au sein d'un électorat de moins de 8 000) pour gagner par 60 voix. Je sais que mon élection vous a surpris; moi, non. Nous savions d'avance que nous gagnerions¹⁶.»

Le travail de la nouvelle députée s'accompagne d'une transformation en profondeur de la culture politique des Îles¹⁷. De 1912 à 1976, tous les élus des Îles sont des candidats parachutés, aucun d'entre eux n'étant natifs des Îles ou enracinés de quelque manière que ce soit dans le terroir madelinien¹⁸. Ce sont tous des résidents de la Côte-du-Sud ou du Bas-Saint-Laurent, habitant le comté de L'Islet et celui de Bellechasse, ou Rimouski. Cette extraordinaire et arrogante façon de faire disparaît après le passage de Denise Leblanc sur la scène politique. Il serait inconcevable aujourd'hui de tolérer ce type de parachutage, reflet du mépris systématique des autorités politiques de la «vieille capitale» pour ces insulaires coupés du reste du Québec!

Denise Leblanc connaît bien son monde. Dans une lettre expédiée à René Lévesque le 28 août 1980, elle soulève les difficultés qui se dressent devant elle et l'organisation du Parti québécois pour transformer la culture politique des Madelinots. «En dépit de tous nos efforts», dit-elle, «j'ai l'impression que les Madelinots n'ont jamais vu de formation politique

fonctionner démocratiquement (c'est-à-dire pour des raisons autres que la planification du patronage)... Aux Îles, on souscrit encore à la mauvaise vieille tradition voulant qu'un parti politique ne soit qu'un instrument électoral. C'est pénible, désarmant, mais vrai¹⁹.» Et d'ajouter, «J'avoue volontairement que je n'ai pas pu refaire les mœurs des Madelinots depuis quatre ans. Mais j'ai la conviction que nous avons fait un bon bout de chemin et j'en suis fière.» Pour prouver ce qu'elle avance, elle insiste sur les résultats obtenus aux Îles lors du référendum de 1980: «Les Madelinots, qui se trouvent dans une situation géographique tout à fait unique face aux liens avec le Canada, ont néanmoins voté à 46,5% en faveur du OUI le 20 mai dernier, nonobstant le fait que nous disposions d'un budget dérisoire²⁰.» Quelques années plus tard, à la fin de 1982, elle soutient qu'elle s'était de prime abord «lancée en politique active» pour «mettre fin au régime de terrorisme psychologique qui existait aux Îles-de-la-Madeleine²¹».

Juguler la crise financière

Les récessions économiques viennent périodiquement mettre à mal le financement, le fonctionnement et l'endettement des gouvernements. C'est ce qui se produit lors de la récession de 1980-1982, au lendemain de celle de 1990-1992 et dans le sillage de celle qui éclate aux États-Unis en 2008²². En 1982 et 1983, le gouvernement de René Lévesque sabre dans les dépenses en réduisant de 20% les salaires des fonctionnaires et des enseignants; en 1997, celui de Lucien Bouchard se voit contraint de lancer l'opération «déficit 0»; et aujourd'hui, le gouvernement de Philippe Couillard se propose de réviser en profondeur le fonctionnement et les dépenses de l'État en coupant dans la bureaucratie. Il va sans dire que les gouvernements et les partis politiques n'y vont pas de gaieté de cœur!

La récession de 1980-1982 est la plus brève mais la plus brutale de ces trois crises économiques: l'inflation y est galopante, les taux d'intérêt oscillent entre 17 et 20% et le chômage atteint un sommet de 15,8%²³. La députée des Îles, ministre de la Fonction publique depuis 1981, est au cœur de la tempête. Elle défend avec vigueur les coupures imposées par le gouvernement dans l'intérêt du bien commun et s'en prend aux «Yvon Charbonneau» du monde syndical qui «ont adopté une attitude de «Me, myself and I»... au lieu de négocier en fonction des capacités de leurs concitoyens²⁴.» Pour les enseignants, souligne-t-elle, «leur mieux-être personnel passait avant celui de leurs concitoyens. «Si vous gelez nos salaires, on déchire nos cartes du P.Q. L'indépendance, oui, mais à condition que nos poches soient bien garnies. Au diable nos voisins²⁵!»». Elle se débat pour mener à terme sa grande réforme de la fonction publique afin de lever ce qu'elle identifie comme l'un des deux principaux handicaps

qui se dressent en travers du virage que le Québec se doit d'effectuer pour relever de manière décisive le défi de changement auquel il doit faire face²⁶.

Je parle, dit-elle, de cette machine bureaucratique, immense, lourde, prisonnière de ses habitudes, jalouse de ses prérogatives qui, plus souvent qu'à son tour, ne semble pas capable de faire face à la musique. Elle résiste, gronde, tourne en rond trop souvent lorsqu'on lui demande de sortir des sentiers battus. Qui en est responsable? Il serait trop facile de répondre, les maudits fonctionnaires. Ce sont tous les élus, qui n'osent trop chambarder, ce sont aussi les grands commis de l'État qui, tout compétent qu'ils puissent être, sont imbus d'un conservatisme et d'une prudence qui risquent parfois d'être paralysants²⁷.

Et de conclure en soulignant que la «loi que je défends en Chambre actuellement vise à amenuiser ce problème. Si ceux qu'on qualifie de mandarins le souhaitent, c'est une véritable révolution que nous verrons dans les prochaines années au sein du fonctionnarisme²⁸.» La suite des choses nous permet de penser que lesdits mandarins ne l'ont jamais souhaité! Et puisque les technocrates sont pratiquement inamovibles, comme la plupart des curés de paroisse des années 1950, et que les hommes et les femmes politiques ne sont généralement que de passage au pouvoir, les changements qui dérangent aboutissent le plus souvent dans les oubliettes du temps. Le tumulte vécu par Denise Leblanc-Bantey pendant cette crise économique et politique a l'effet d'une douche froide sur elle: elle se demande, étonnée, si «les Québécois ont vraiment la maturité politique... et le sens des responsabilités», qui sont essentiels pour un peuple qui «veut se prendre en main²⁹». Ce qu'elle sait de façon certaine cependant, c'est qu'il faut attendre le moment propice avant d'ouvrir à nouveau le débat sur l'indépendance. «Ne faisons pas la même erreur que dans le passé. Relançons l'économie, continuons d'assainir les dépenses gouvernementales, faisons la preuve que les Québécois sont capables... et nous déciderons, en temps et lieu, si le temps est mûr pour poser cette question aux prochaines élections³⁰.»

Dans la fosse aux lionnes

Denise Leblanc-Bantey s'affiche comme féministe tout au long de sa carrière et est à l'avant-garde du combat pour l'amélioration de la condition féminine au Québec, qu'il s'agisse de l'égalité en emploi, de la mise en place de garderies, de la présence des femmes en politique ou de la lutte contre la violence conjugale. Lorsqu'elle fait halte, le long de l'autoroute 20, à l'automne de 1985, elle jette sur papier les grandes lignes de son appréciation du féminisme³¹. Elle résume à grands traits les difficultés qu'elle a vécues à ce chapitre et y livre le fruit de son expérience en suggérant les

approches que doivent privilégier les femmes si elles veulent participer au pouvoir. De prime abord, elle insiste sur l'importance de l'entraide et sur le fait que la solidarité est « une des lignes de force du mouvement féministe ». Et d'ajouter : « La réussite de l'une d'entre nous est une victoire collective³² ! » Mais elle soutient que la « conquête du pouvoir » est semée d'embûches pour celle qui s'y aventure : cette dernière doit maîtriser les règles du jeu et s'attendre à ce que son « image » publique soit la cible de « confrontation, [de] critiques [et de] pièges³³ » et qu'elle soit constamment confrontée au dilemme de « trancher entre [sa] vie familiale [et sa] vie publique. » La candidate au jeu du pouvoir doit posséder des qualités particulières : elle doit avoir du flair, aimer les défis, être en bonne santé, avoir le moral et bien dormir tout en étant capable de s'élever « émotivement au-dessus du débat³⁴ ». Et la pratique du pouvoir n'est pas de tout repos : il faut tenir compte des rapports de force et des intérêts divergents qui s'affrontent, maîtriser l'art du compromis, « savoir où l'on veut aller et où l'on peut aller sans casser la corde », s'adapter au terrain et se rendre à l'évidence qu'il y aura toujours des mécontents et des déçus dans son entourage. « On apprend vite, dit-elle, que l'on est seule³⁵ ». Et de citer l'auteur Giovanni Papini, pour lequel les « amis ne sont rien d'autre que les ennemis avec lesquels nous avons conclu un armistice, qui n'est pas toujours honnêtement observé³⁶. » Elle recommande la « méfiance » à l'endroit des « femmes alibis, [des] femmes non féministes, [des] femmes qui chauffent la place des hommes, [des] femmes décevantes, faibles... et j'en passe » de ces femmes qui lui font des « procès d'intention [et des] jugements sans procès ». Elle en arrive à la conclusion que pour éviter ce genre de situation, les femmes doivent se parler, se comprendre et partager des stratégies communes³⁷. Il faut surtout briser la muraille de solitude qui isole les femmes de pouvoir, trop peu nombreuses, épiées par les hommes et les femmes et victimes d'une concurrence malsaine « alimentée allègrement par les hommes ». Confrontées aux difficultés de tout genre que l'on sème sur leur passage « elles finissent par démissionner³⁸ ». Pour Denise Leblanc-Bantey, les femmes sont à même d'enrichir l'offre politique parce qu'elles sont porteuses d'une « autre vision du monde », qu'elles mettent de l'avant une « nouvelle façon de penser et de voir la réalité, étant plus sensibles aux iniquités, au pacifisme [et à] la qualité de vie. » Elles opposent « une vision globalisante » à celle des hommes, qui est de nature « sectorielle³⁹ ». Nonobstant son interprétation noire de cette relation des femmes avec le pouvoir, Denise Leblanc-Bantey voit la lumière au bout du tunnel. Dans la mesure où la femme de pouvoir se fixe un nombre limité d'objectifs et qu'elle est consciente du fait qu'elle « ne pourra répondre à toutes les attentes⁴⁰ », elle pourra faire avancer la cause des femmes en démystifiant le pouvoir et en faisant accepter la notion selon laquelle la poursuite d'une carrière n'est pas plus un péché pour les femmes que

pour les hommes. Le « pouvoir », c'est aussi avoir la capacité de « choisir » et d'aller « au bout de ses convictions⁴¹ ».

Il ressort de ce qui précède que Denise Leblanc-Bantey digère mal les attaques, jugées injustes, dont elle est l'objet de la part de certaines femmes d'influence! Nous avons retenu deux de ses textes, cinglants, qui répondent aux coups de gueule reçus par cette dernière dans la « fosse aux lionnes ». Le premier de ces écrits s'en prend à un éditorial du tout nouveau magazine féministe *La vie en rose*, intitulé *Les femmes et l'indépendance*, rédigé par Francine Pelletier, texte qui s'attaque aux militantes qui ont participé à la fondation du Rassemblement démocratique pour l'indépendance le 30 mars 1985⁴². D'entrée de jeu, Denise Leblanc-Bantey vise l'ambiguïté de la vision véhiculée par cet éditorial, « message d'espoir, message de combat ou message de démission... en attendant La Messie », ce qui est identique à « la vision masculine des choses, cette vision qui prétend voir les réalités dans les illusions d'un miroir magique⁴³... » Elle se porte à la défense des militantes du RDI en soulignant que ces dernières se sont déplacées « pour participer, non pas passivement comme vous prétendez mais de façon déterminante, au congrès de fondation du RDI. Avez-vous oublié que ce sont ces mêmes militantes qui, au P.Q., entre autres, ont aidé Lise Payette dans tous ses combats, y compris celui plus spectaculaire de l'avortement en 1977? » Et d'ajouter: « Lise Payette a choisi la retraite en 1981. J'ai choisi de continuer. Elle a été ministre à la Condition féminine durant quatre ans, je l'ai été durant un an. Deux femmes, deux trajectoires et, j'ose affirmer, un même idéal: celui d'un Québec indépendant où les femmes et les hommes pourraient s'épanouir également⁴⁴. » En conclusion, cette dernière déplore le fait qu'il soit effectivement « difficile d'être une femme en politique, comme le dit si bien Lise Payette. Surtout... quand ses alliées naturelles, aveuglées par leurs vérités absolues, s'adonnent à tirer sur toutes et chacune⁴⁵. »

Dans un deuxième texte, une lettre du 26 juin 1985 adressée à Roger D. Landry, président et éditeur du journal *La Presse*, elle s'en prend à la chronique de Lysiane Gagnon du 15 juin 1985⁴⁶.

Au moment où j'étais ministre déléguée à la Condition féminine, dit-elle, madame Lysiane Gagnon s'est servie de son excellente plume pour dire son désaccord furieux sur ma vision du féminisme. Je n'ai point réagi, jugeant que, tout comme moi, elle avait droit à ses opinions [...] Si, aujourd'hui, je commente sa chronique du 15 juin dans laquelle elle fait de nouveau mon procès, ce n'est pas parce que j'ai les épaules fragiles ou la peau sensible, mais parce que ses affirmations sont inexactes et risquent de tromper vos lecteurs quant aux orientations du Rassemblement démocratique pour l'Indépendance⁴⁷.

Elle se porte alors à la défense des positions défendues par le RDI et contredit les affirmations de Lysiane Gagnon à l'effet que le RDI soit

inféodé aux syndicats et à la «go-gauche» dans le dossier de la Loi 37⁴⁸ La «loi 37», soutient Denise Leblanc-Bantey, «n'est pas la réforme qu'elle aurait pu, qu'elle aurait dû être⁴⁹.» Le gouvernement a coupé court aux négociations sans chercher à établir un consensus minimal par simple calcul électoraliste. «Son échéancier électoral, conjugué à l'indifférence de ses technocrates, ne l'a pas permis⁵⁰». La présidente du RDI se défend également d'avoir harcelé, au dire de Lysiane Gagnon, le ministre Pierre-Marc Johnson, en lui «lançant des supputations et des ragots de couloirs⁵¹.» «Ma divergence avec M. Johnson n'en est pas une de personnalité», soutient la députée des Îles; c'est une question de fond. Il croit que la souveraineté n'est pas un préalable au développement. «Nous croyons qu'au contraire l'indépendance politique constitue le moyen essentiel du développement plein et entier du Québec aux plans économique, social et culturel. C'est cette différence fondamentale qui provoqua la démission de sept ministres et de quelques députés au moment du virage consenti par M. Lévesque⁵²». Madame Gagnon m'accuse également d'avoir «vers[é] des larmes de crocodile sur le sort de M. Lévesque», dit-elle. «Je n'ai pas versé de larmes pour M. Lévesque, bien que je sois sincèrement attristée par ce qui lui arrive. Mais c'était prévisible au moment de la crise du Parti québécois». «[Quant à] mes ragots, publiés par M. Normand Girard à la veille du congrès du 19 janvier, ils avaient décrit avec exactitude le scénario des révisionnistes: une fois l'indépendance mise au rancart, l'étape suivante consistait à éliminer M. Lévesque lui-même. C'est maintenant chose faite!⁵³»

Le congrès de la dernière chance

Entre le 9^e Congrès du Parti québécois, tenu du 8 au 10 juin 1984, et le Congrès spécial du parti convoqué pour le 19 janvier 1985, une tempête politique ébranle le parti de René Lévesque. Ce dernier, qui se rallie sans enthousiasme à la décision de tenir une élection référendaire⁵⁴, résolution adoptée par les militants au congrès de juin, n'attend semble-t-il que le moment propice pour prendre ses distances face à cette volonté des instances nationales du parti. L'élection des Conservateurs de Brian Mulroney au niveau fédéral, avec un programme d'ouverture à l'endroit des demandes traditionnelles du Québec, le 4 septembre 1984, lui en fournit l'occasion. Le 16 octobre, René Lévesque annonce son intention de collaborer avec Brian Mulroney et le 19 novembre 1984, dans la foulée de la promesse de ce dernier de rouvrir la constitution de 1981 pour répondre aux principales revendications du Québec⁵⁵, il annonce son intention de mettre en veilleuse l'option souverainiste du PQ pendant la prochaine campagne électorale. Il veut dorénavant privilégier l'approche du «beau risque» dans ses négociations avec le gouvernement fédéral, et ce, malgré

l'opposition écrite de douze de ses principaux ministres⁵⁶. Par sa décision unilatérale, René Lévesque, le président du Parti québécois, se trouve à prendre fait et cause pour les «révisionnistes» dirigés par Pierre-Marc Johnson, en s'opposant à ceux qui avaient voté majoritairement pour une élection référendaire et à ceux qui tenaient surtout à ce qu'on respecte les instances démocratiques décisionnelles du parti. La réaction est immédiate: les démissions se suivent de manière ininterrompue du 20 novembre au 4 décembre 1984⁵⁷. Malgré ces bouleversements, René Lévesque convoque un congrès spécial qui se tient le 19 janvier 1985: une majorité des délégués appuie alors le «détournement» qu'il avait effectué le 19 novembre de l'année précédente. C'est de cette façon que Denise Leblanc-Bantey désigne le coup de force orchestré par Lévesque et les révisionnistes contre les structures démocratiques du parti⁵⁸. Elle intervient d'ailleurs avec force auprès de René Lévesque pour protester contre les magouilles et manipulations qui sont effectuées pour «paqueter» les assemblées qui choisissent les délégués qui auront droit de vote à ce congrès⁵⁹. Mais c'est peine perdue! L'exécutif du parti rejette même sa demande d'un vote secret!

L'apparition d'un premier regroupement des opposants au projet de René Lévesque, la «Coalition pour l'Indépendance», sous la direction d'Andrée Ferretti, est saluée par Denise Leblanc-Bantey, qui s'élève contre la tentative «de persuader le Québec que le réalisme politique lui dicte d'entreprendre la quadrature du cercle⁶⁰.» Cette coalition, soutient-elle, consacre le principe selon lequel il revient à l'ensemble de la société de choisir son devenir, sans égard à nos allégeances politiques partisanses. «On parle beaucoup, ces jours-ci», ajoute-t-elle, «du pays réel. Avec Edmund Burke, il faut reconnaître qu'un peuple qui tourne le dos aux luttes et aux sacrifices consentis par ses ancêtres ne peut guère envisager la postérité. Le seul pays réel est celui constitué d'hommes et de femmes qui se tiennent debout⁶¹.» Au lendemain du congrès spécial du 19 janvier et du vote qui consacre la victoire des «révisionnistes», les opposants se regroupent au sein du Rassemblement démocratique pour l'indépendance. Les militants de ce nouveau mouvement, traités de «purs et durs» par les «révisionnistes», avant, durant et après le congrès du 19 janvier, se révèlent à l'évidence plus ouverts et modérés qu'on les a dépeints. C'est ce qui ressort de la conférence de presse de Denise Leblanc-Bantey tenue le 17 décembre 1984 en prévision de ce congrès «extraordinaire». Elle prend alors position contre la tenue d'une élection référendaire et contre le libellé de l'article 1 du programme adopté au congrès de juin 1984 tout en s'opposant à toute remise en question du leadership de René Lévesque⁶². Elle veut que le «Parti soit fidèle à lui-même», que l'option du P.Q. ne soit pas mise «au congélateur» et que l'on parle de souveraineté «et d'une association économique avec le Canada avant, durant et après les élec-

tions» tout en collaborant loyalement avec le gouvernement de Brian Mulroney «pour récupérer tous les pouvoirs possibles⁶³». Il est objectivement difficile de qualifier ces prises de position d'extrémistes. Elles étaient irréconciliables cependant aux yeux de ceux qui s'apprêtaient à prendre le contrôle du Parti québécois. Comme l'avait craint Jacques Parizeau, les militants, qui «veulent uninationaliser le Parti québécois⁶⁴», vont rejeter du revers de la main ces principes et ces idéaux qui dérangent, comme autant de chiens dans un jeu de quilles!

Les «purs et durs»

Le 30 mars 1985, dans son discours d'acceptation de la présidence du Rassemblement démocratique pour l'indépendance, Denise Leblanc-Bantey soulève le ridicule qui se rattache à l'appellation «purs et durs» lancée à la face de tous ceux qui, comme elle, refusent de se plier aux «diktats» des Québécois de la bonne entente⁶⁵. Ces derniers, par crainte de déplaire ou de décevoir, sont toujours prêts à sacrifier principes et idéaux pour en arriver à un consensus. L'électoratisme et l'opportunisme dominant alors la scène politique québécoise, comme la chose s'est produite dans le sillage de l'adoption du «beau risque» par René Lévesque. «Les néo-fédéralistes affirment que nous ne sommes pas réalistes», nous dit Denise Leblanc-Bantey. «Vous connaissez la rengaine: le monde ne veut plus entendre parler de l'indépendance; au pays réel, ajoutent-ils, comme des perroquets du Parti libéral, il faut parler économie. Comme si l'indépendance et le développement économique étaient des notions contradictoires!⁶⁶» «On nous a qualifié», dit-elle, «de purs et durs, de radicaux, d'extrémistes. Depuis quand la pureté est-elle un crime? Depuis quand est-ce un péché de défendre ses principes? Dites-moi: est-ce radical de placer les intérêts des Québécoises et des Québécois avant nos propres ambitions? Est-ce radical d'insister pour que le devoir passe avant le goût du pouvoir? Est-ce extrémiste de croire que le Québec puisse un jour être libre... fort... heureux?⁶⁷» Son discours du 30 mars 1985 déborde d'enthousiasme et d'optimisme printanier, un appel à «la reconstruction... de l'édifice de l'indépendance» par tous ces militants qui, dorénavant, refuseront de voguer dans l'ambiguïté et de troquer «leurs principes contre le pouvoir⁶⁸.»

Son chant du cygne

Le 3 octobre 1985, Denise Leblanc-Bantey invite les membres et sympathisants du Rassemblement démocratique pour l'indépendance à une soirée baptisée «Le Relais pour l'Indépendance», rencontre qui doit se tenir le 12 octobre⁶⁹. L'objectif poursuivi: souligner «l'immense travail

accompli par des parlementaires ou ex-parlementaires en faveur de la marche de notre peuple vers l'indépendance» et favoriser les échanges entre ces invités de marque et la « foule de 500 indépendantistes dont la présence est d'ores et déjà acquise⁷⁰ ». Le lendemain, elle annonce son intention de « ne pas être candidate aux prochaines élections », jurant de se consacrer dorénavant à la cause de l'indépendance, en prenant « le bâton de pèlerin que d'autres ont abandonné en acceptant le beau risque⁷¹ ». Elle en profite pour effectuer un survol de ses réalisations comme députée des Îles, dans le domaine des « pêches maritimes à titre d'adjointe parlementaire » et comme ministre de la Fonction publique. Le secteur des pêches, qui est au cœur de l'économie des Îles, n'a « jamais eu de meilleur avenir », dit-elle, grâce à son travail et au dévouement de son « ami Jean Garon⁷² ». Elle mène à terme la refonte de la loi de la Fonction publique et, contrainte de naviguer à travers les écueils des négociations dans les secteurs public et parapublic, elle se bat pour que « les bas salariés dans les trois réseaux ne soient pas pénalisés », ce qu'elle obtient, grâce à l'appui de René Lévesque⁷³. Son passage au Comité des priorités et son rôle comme ministre déléguée à la Condition féminine sont autant d'occasions pour elle de défendre sa vision du rôle des femmes dans la société. Elle en profite pour imprimer une nouvelle orientation au Conseil du Statut de la femme, dont l'action devra tenir compte du fait « que l'égalité des femmes ne peut être plaidée de façon isolée en faisant abstraction du contexte social global ». Selon Denise Leblanc-Bantey, les « femmes constituent la partie la plus importante de la société et la lutte des Québécoises pour leur indépendance individuelle et collective s'inscrit forcément dans la lutte pour améliorer le sort de l'ensemble de la société québécoise⁷⁴ ».

L'annonce de son départ, présentée avec calme et fermeté, cache un état d'âme dominé par la désillusion. Même si elle soutient qu'elle apprécie avec plus de sérénité le vécu politique du Québec « depuis l'éclatement de la crise gouvernementale qui s'est terminée hier et comme c'était d'ailleurs prévisible, avec le remplacement de monsieur René Lévesque », il est difficile de croire qu'elle soit vraiment satisfaite de la seule disparition des illusions et des faux espoirs portés par le Parti québécois⁷⁵. Un indice sûr de la morosité qui se cache derrière les mots et les phrases de sa déclaration se retrouve à la dernière ligne⁷⁶ : « Je vous dis... À la prochaine... », ce rappel sibyllin du sourire embarrassé de René Lévesque et de l'échec cuisant du référendum de 1980!

Dans des documents de ce genre, on tombe parfois sur des passages bien sentis, consacrés à la famille immédiate. Ces derniers se retrouvent le plus souvent enfouis dans un déluge de remerciements adressés à la garde rapprochée, aux travailleurs d'élection et aux électeurs. Denise Leblanc-Bantey n'échappe pas à cette manière de rédiger une lettre d'adieu. Mais

les allusions à sa famille y sont livrées avec un soupir de regrets et un accent de culpabilité. Elle souligne, par exemple, qu'elle pourra maintenant se défaire de certaines responsabilités « pour réintégrer ma famille, qui a payé un prix élevé pour me permettre de rendre service à la population » et elle consacre le dernier paragraphe de sa déclaration à son conjoint, Edward Bantey :

Enfin, je remercie Ed, sans qui je n'aurais pu tenir le coup durant ces longues années où il a fait preuve d'abnégation personnelle quand je n'avais même pas le temps de courir les cadeaux d'anniversaire. Je prends ma revanche aujourd'hui. Espérons qu'avec les habitudes prises il ne trouvera pas le cadeau trop encombrant⁷⁷.

Denise Leblanc-Bantey réintègre sa famille et se refait une vie comme Montréalaise aux côtés d'Edward, qui est en symbiose avec elle sur le plan de la politique⁷⁸. Les deux rêvent de l'accession du Québec à l'indépendance. Ils seront témoins de la renaissance du Parti québécois sous l'égide de Jacques Parizeau et de la quasi-victoire du OUI au référendum de 1995.

Conclusion

L'historien Éric Bédard consacre trois phrases (44 mots) de son *Histoire du Québec pour les nuls* au grand « détournement » et à la crise politique qui secoue le Parti québécois dans le sillage du « beau risque » de René Lévesque⁷⁹. De tous les ministres et députés qui s'opposent à la démarche de René Lévesque, il ne cite que les noms de Jacques Parizeau et de Camille Laurin. Il s'en dégage un blâme furtif à l'endroit de ces opposants au « beau risque », la part belle étant laissée à René Lévesque qui, « rongé par la maladie et la fatigue », démissionne. Le mythe du grand homme, victime de l'incompréhension des siens et principal artisan de la « Révolution tranquille » et de la « Grande clarté » est sauf !

L'étude de cette première grande crise politique du Parti québécois nous apparaît incontournable pour comprendre ce qui se passe actuellement au sein de cette formation politique. Il est d'autant plus important de s'y arrêter qu'elle recèle les éléments de solution qui ont permis au parti de se redéfinir et de se relever sous l'égide de ceux qui n'avaient jamais cessé de porter bien haut l'idée du « pays » ! Les idées politiques ne meurent pas ; elles ne font que s'éclipser pour un temps, prêtes à germer à nouveau dans un sol plus fertile lorsque la conjoncture se révèle favorable. Tel un phénix, les grandes idées renaissent toujours de leurs cendres ; l'exemple de Denise Leblanc-Bantey devrait inspirer la reprise du feu qui court, imperceptiblement, dans les tréfonds de l'âme québécoise.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Comme il l'avait fait, dit-on, pendant la « nuit des longs couteaux » à Hull. Les cartes le retenaient pendant que se tramait, en coulisse, la trahison du Québec.
2. Pierre Godin, *René Lévesque, l'homme brisé (1980-1987)*, tome 4, Montréal, Boréal, 2005.
3. *Ibid.*, p.380.
4. *Ibid.*, p.431.
5. *Ibid.*, p.432.
6. *Ibid.*, p.394 et 431.
7. *Ibid.*, p.147.
8. *Ibid.*, p.394.
9. *Ibid.*, p.395.
10. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec [ci-après BANQ-Q], Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, dossier 2.5.1. Ce fonds d'archives, consulté par l'auteur du présent article en 1999, a été l'objet d'un transfert au Centre d'archives de Rimouski dans les années qui suivirent.
11. Voir Isa biographie de Louise Leblanc sur le site internet de l'assemblée nationale du Québec : assnat.qc.ca.
12. Denise Leblanc-Bantey, « René Lévesque: réformateur malgré lui? », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque. L'homme, la nation, la démocratie*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992, p.231-233.
13. Josée Legault, « Remembering a great journalist, colleague and friend », *Montreal Gazette*, 18 juillet 2008. Article publié pour marquer le dixième anniversaire du décès d'Edward Bantey, le conjoint de Denise Leblanc.
14. Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Division de la recherche, *Les résultats électoraux depuis 1867*, « Bibliographie et documentation, 25 », Québec, Assemblée nationale, 1990, p.79-80.
15. *Ibid.*, p.80.
16. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/3, dossier 2.1.2, *Denise Leblanc à René Lévesque*, 28 août 1980, p.3.
17. Pour une analyse en profondeur du travail politique effectué par Denise Leblanc-Bantey aux Îles-de-la-Madeleine, voir Jean-François Ricard, *Les relations d'un député québécois avec ses commettants et son milieu: le cas Denise Leblanc-Bantey aux Îles-de-la-Madeleine*, mémoire de M.A. en histoire, Québec, Université Laval, 1997.
18. Pour les biographies des députés des Îles-de-la-Madeleine, voir Bibliothèque de la Législature, Service de documentation politique, *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, [Législature], 1980.
19. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/3, dossier 2.1.2, *Denise Leblanc à René Lévesque*, 28 août 1980, p.3 et p.4.
20. *Ibid.*, p.4.
21. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/4, dossier 2.1.3, « La question nationale », *Allocution non datée prononcée par Denise Leblanc-Bantey*, [vers la fin du mois de décembre 1982], p.1.
22. Voir Gérard Bérubé, « Le Québec en récession », *Le Devoir*, 11 décembre 2008.
23. *Ibid.*

24. BAnQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/4, dossier 2.1.3, «La question nationale», *Allocution non datée prononcée par Denise Leblanc-Bantey*, [vers la fin du mois de décembre 1982], p.4.
25. *Ibid.*, p.5.
26. *Ibid.*, p.1-2.
27. *Ibid.*, p.2.
28. *Ibid.*, p.2. Il s'agit du projet de loi 50, qui visait une plus grande délégation de pouvoir et une responsabilisation accrue des fonctionnaires.
29. *Ibid.*, p.5.
30. *Ibid.*, p.6.
31. Il s'agit d'une douzaine de feuillets d'un bloc-notes mesurant 10 cm par 17,5 cm (4 X 7 pouces) retrouvés par l'auteur dans le dossier 2.5.1 du Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, à la BAnQ-Q en 1999. Ce fonds d'archives a été l'objet d'un transfert au Centre d'archives de Rimouski dans les années qui suivirent les recherches de l'auteur dans ces documents en 1999.
32. *Ibid.*, feuillet 1.
33. *Ibid.*, feuillet 2.
34. *Ibid.*, feuillet 3.
35. *Ibid.*, feuillet 4.
36. *Ibid.*, feuillet 5.
37. *Ibid.*, feuillet 6.
38. *Ibid.*, feuillet 7.
39. *Ibid.*, feuillet 9.
40. *Ibid.*, feuillet 10.
41. *Ibid.*, feuillet 12.
42. Magazine féministe lancé en mars 1985. Il cesse d'être publié en mai 1987. L'éditorial de sa deuxième livraison s'en prend aux militantes du Rassemblement démocratique pour l'indépendance.
43. Texte de trois pages intitulé «Les illusions d'un miroir magique». Denise Leblanc-Bantey s'y défend avec férocité en soulignant qu'elle y a «cherché longuement le vrai message que souhaitait transmettre Francine Pelletier... au-delà des allusions aussi sournoises que superficielles à mon endroit» (BAnQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, Dossier 2.5.1, Denise Leblanc-Bantey, «Les illusions d'un miroir magique», p.1).
44. *Ibid.*, p.2.
45. *Ibid.*, p.3.
46. BAnQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, dossier 2.5.1, *Lettre de Denise Leblanc-Bantey à Roger D. Landry, président et éditeur du journal La Presse*, 26 juin 1985, 6 pages.
47. *Ibid.*, p.1. «Tout en étant résolument progressiste, le RDI respectera intégralement l'orientation modérée tracée lors du congrès de fondation». Voir *Ibid.*, p.5.
48. Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (LQ, c.12).
49. BAnQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, dossier 2.5.1, *Lettre de Denise Leblanc-Bantey à Roger D. Landry, président et éditeur du journal La Presse*, 26 juin 1985, p.4.

50. *Ibid.*, p.4.
51. *Ibid.*, p.2.
52. *Ibid.*, p.5.
53. *Ibid.*, p.6. René Lévesque démissionne comme président du Parti québécois le 20 juin 1985.
54. La résolution adoptée par une majorité de militants de la base stipulait que la prochaine élection serait référendaire, c'est-à-dire, qu'un vote pour le PQ serait considéré comme un vote pour l'indépendance du Québec.
55. Cette promesse de Brian Mulroney et du Parti conservateur se retrouve dans le Discours du Trône prononcé à la Chambre des Communes le 5 novembre 1984.
56. Lettre du 9 novembre 1984 contenant la déclaration commune rédigée et contresignée par douze des ministres du cabinet de René Lévesque. Il s'agit de Robert Dean, Louise Harel, Camille Laurin, Bernard Landry, Denis Lazure, Denise Leblanc-Bantey, Marcel Léger, Jacques Léonard, Pauline Marois, Gilbert Paquette, Jacques Parizeau et Guy Tardif. Voir Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 2002, vol. 2, p.492-502.
57. Pierre de Bellefeuille démissionne le 20 novembre ; Jacques Parizeau, Camille Laurin, Denise Leblanc-Bantey, Gilbert Paquette et Jérôme Proulx le 22 novembre ; Louise Harel le 27 novembre et Denis Lazure le 4 décembre.
58. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/3, dossier 2.1.2, *Déclaration de Denise Leblanc-Bantey, députée des Îles-de-la-Madeleine*, [4 octobre 1985], p.1.
59. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/6, dossier 2.4.1, *Lettre de Denise Leblanc-Bantey à René Lévesque*, le 14 décembre 1984, et réponse glaciale dans une *Lettre de Nadia Assimopoulos, vice-présidente du Parti québécois, adressée à Denise Leblanc-Bantey en lieu et place de René Lévesque*, le 19 décembre 1984.
60. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/6, dossier 2.4.1, *Lettre de Denise Leblanc-Bantey à Andrée Ferretti*, 3 décembre 1984, p.1.
61. *Ibid.*, p.2.
62. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/6, dossier 2.4.1, *Communiqué du 14 décembre 1984 en prévision de la conférence de presse de Denise Leblanc-Bantey du lundi 17 décembre*.
63. *Ibid.*
64. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/6, dossier 2.4.1, *Lettre de Denise Leblanc-Bantey aux membres de l'Exécutif des Îles et à Jean-François Leblanc*, [vers le 15 janvier 1985].
65. Pierre Louis Lapointe, *Les Québécois de la bonne entente. Un siècle de relations ethniques et religieuses dans la région de Buckingham, 1850-1950*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998.
66. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, dossier 2.5.1, Denise Leblanc-Bantey, [Discours d'acceptation de la présidence du RDI], « Congrès R.D.I. 30 mars 1985 », p.6.
67. *Ibid.*, p.4.
68. *Ibid.*, p.1.
69. BANQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/31, dossier 2.5.1, *Lettre circulaire d'invitation à la soirée du 12 octobre 1985 signée par Denise Leblanc-Bantey, présidente du RDI*, 3 octobre 1985.

70. *Ibid.*
71. BAnQ-Q, Fonds Denise Leblanc-Bantey, P458/3, dossier 2.1.2, *Déclaration de Denise Leblanc-Bantey, députée des Îles-de-la-Madeleine*, [4 octobre 1985], p.4.
72. *Ibid.*, p.2.
73. *Ibid.*, p.3.
74. *Ibid.*, p.4.
75. *Ibid.*, p.1.
76. *Ibid.*, p.6.
77. *Ibid.*, p.6.
78. «Bantey could smell a BS artist a mile away. He never trusted Lucien Bouchard, whom he compared to Duplessis, nor some of the “carriéristes” in the PQ who were more interested in furthering their careers than sovereignty.», Josée Legault, *loc. cit.*
79. Éric Bédard, *L'Histoire du Québec pour les nuls*, Paris, Éditions First-Gründ, 2012, p.308-309.